

Les coûts du protectionnisme

Le protectionnisme a le vent en poupe. La discrimination de concurrents étrangers par rapport aux concurrents indigènes a fortement augmenté. Depuis 2009, le Global Trade Alert, lancé par Simon Evenett, un économiste saint-gallois, a dénombré plus de 1000 mesures protectionnistes à l'échelle mondiale.

Avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, de nombreux experts de par le monde s'attendent à une nouvelle résurgence du protectionnisme. Le «Buy American Act» est déjà appliqué pour les dépenses du gouvernement. Quels coûts génère-t-il? Andrei Arpas, chercheur au sein d'un think tank américain, estime les coûts à 1,1% environ du produit intérieur brut du pays: en additionnant tous les échelons du gouvernement américain, on obtient un chiffre de 1700 milliards USD par an ; soit 11% du PIB américain. Si le coût du «Buy American Act» entraîne des hausses de 10% (selon des estimations conservatrices), cela correspond bien à 1,1% du PIB national susmentionné. En libéralisant les marchés publics, on pourrait – selon Andrei Arpas – réaliser, chaque année, des économies équivalentes au PIB de Berlin. Le président américain Donald Trump souhaite-t-il alourdir encore les coûts du protectionnisme? Cela est difficile à dire pour l'instant. Il a ainsi par exemple refusé d'acheter le futur avion présidentiel «Air Force One» – un Boeing 747-8 – au prix fixé. Trop cher.

Ces chiffres montrent bien que le protectionnisme gonfle les dépenses publiques. Or, des dépenses publiques élevées affectent des millions de contribuables et de consommateurs. Ces recettes fiscales pourraient être investies ou dépensées différemment. Les partisans du protectionnisme évoquent les emplois maintenus ou créés pour justifier les coûts. Les emplois sont effectivement décisifs – mais avec le protectionnisme, ils disparaissent à moyen terme. Pourquoi? Pour la simple et bonne raison que les entreprises implantées sur des marchés cloisonnés voient leur compétitivité s'affaiblir.

Le Global Trade Alert a montré récemment que le protectionnisme progresse également chez les États membres de l'UE, et ce par rapport aux États tiers. Cela est défavorable pour les économies de l'UE, mais aussi pour la Suisse en tant que nation exportatrice.

Accès direct aux marchés mondiaux



En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.